

Le rôle de la diversification dans le développement économique : l'impossible mesure

Pascale Phélinas

Pendant plusieurs décennies, la doctrine économique sur la contribution relative de l'agriculture et de l'industrie au développement économique à été marquée par les modèles duaux. Malgré le succès qu'ont connu ces modèles, la pertinence des hypothèses fondatrices a rarement été évaluée. Cet article se propose de montrer que les modèles duaux reposent sur une vision simpliste du monde rural qui ignore d'une part très largement la saisonnalité à laquelle est soumise l'activité agricole, et d'autre part le processus de diversification des activités en milieu rural qui accompagne presque toujours le développement économique. On soulignera combien les notions de chômage déguisé et de sous-emploi posent problème dès lors qu'elles s'appliquent à des travailleurs agricoles indépendants et combien le flou conceptuel qui entoure la notion de pluri-activité brouille la perception que l'on peut avoir de la situation de l'emploi en milieu rural.

En dépit de ces difficultés, cet article tente de donner un aperçu de la situation de l'emploi en milieu rural péruvien. Quatre conclusions principales émergent de l'ensemble des résultats présentés : la sous-estimation indubitable des activités développées par les actifs ruraux et donc des revenus qui en découlent dans les statistiques nationales, la part significative qu'occupe l'agriculture dans l'ensemble des activités complémentaires, la concentration de ces activités dans deux ou trois secteurs, la relative stabilité de leur distribution selon les secteurs dans le temps et dans l'espace, une division du travail assez marquée entre les hommes et les femmes.

In economic theory, the relative contribution of agriculture and industry in the process of development has usually been studied within the framework of dualistic models. In spite of the great success of these models, the basic hypothesis on which they are based have rarely been evaluated. This paper argues that dualistic models are based on a simplistic vision of the rural economy, which largely ignores the seasonality of agriculture and the diversification of economic activity out of own farming. More important it is argued that the usual conclusions drawn from dualistic models concerning disguised unemployment and underemployment of farmers tend to be misleading. Moreover, pluriactivity is not in any sense an unambiguous concept and judgement about the employment of farmers hinge crucially on what is meant by pluriactivity. Based on a critical analysis of national statistics available, this paper gives an overview of rural employment in Peru. Four main conclusions emerge from our results : the significant underestimation of farmers' nonfarm and off-farm activities, and thus of rural incomes in the national statistics, the importance of agriculture in farmers' nonfarm and off-farm activities, the concentration of these activities on two or three sectors, the stability of their distribution both in time and space, a marked gender division of labor.

INTRODUCTION

Les théories du développement ont toujours accordé une attention considérable aux transferts intersectoriels de ressources de l'agriculture vers l'industrie au cours du processus de développement économique. Les économistes ont traditionnellement considéré que les économies en voie de développement étaient des économies duales, et pendant plusieurs décennies la doctrine économique a été marquée par les modèles dits duaux. Une hypothèse clé de ces modèles, dont Lewis (1954) est le fondateur, est que les comportements des agents économiques varient selon qu'ils appartiennent au secteur « traditionnel », composé de petites unités productives intensives en travail, où au secteur « moderne », composé de grandes unités productives intensives en capital. À la logique de maximisation de la production ou de l'absorption de la force de travail du secteur traditionnel s'oppose la logique de maximisation du profit du secteur moderne. Ces différences de logique économique se traduisent par deux processus distincts de détermination des salaires qui aboutit à des différentiels de rémunération persistants entre les secteurs concernés.

L'agriculture, qui recouvre une large partie du secteur traditionnel, se distingue par une forte pression démographique sur les terres cultivables et par conséquent par le manque de facteurs complémentaires au facteur travail. En conséquence la main-d'œuvre ne peut être employée de manière efficace à la production agricole. Cette situation génère l'apparition et la persistance d'un chômage dit déguisé se manifestant par un faible nombre d'heures travaillées et par une productivité marginale du travail nulle. L'économie est donc caractérisée par une offre de main-d'œuvre dite illimitée.

Dans ce cadre, la croissance économique s'explique en termes d'accumulation du capital. La croissance et la transformation structurelle de l'économie est le résultat de l'expansion du secteur industriel « moderne » relativement au secteur rural « traditionnel », qui doit finir par disparaître. Le secteur industriel absorbe progressivement la main-d'œuvre du reste de l'économie, en particulier celle du secteur agricole traditionnel. Les transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie ou les services sont donc la clé de la croissance des revenus et de la production. Autrement dit, une allocation plus efficace du travail dans l'économie coïncide avec la ré-allocation du travail agricole vers d'autres secteurs.

Une variante de ce modèle de base a été développé par Sen (1964). Sen développe l'idée d'une dualité à l'intérieur du secteur agricole entre d'une part une petite agriculture paysanne dépendante du travail familial et une agriculture « moderne » faisant largement appel au travail salarié. Pour les petites exploitations familiales, le travail serait un facteur quasi fixe utilisé jusqu'au point où sa productivité marginale égale zéro, qui est aussi le point qui maximise l'output. Pour les grandes exploitations le travail est classiquement un facteur variable utilisé jusqu'au point où sa productivité marginale est égale au taux de salaire observable sur le marché du travail. En conséquence, le taux de salaire implicite du travail familial serait très inférieur au taux de salaire du marché. Cette dualité expliquerait la persistance de combinaisons productives différentes entre les petites et les grandes exploitations, les petites exploitations faisant un usage plus intensif de la main-d'œuvre.

Les politiques économiques suivies par beaucoup de PVD, avec des succès variables, et soutenues par les bailleurs de fond, ont la plupart du temps été basées sur ces modèles de développement qui promeuvent le développement industriel urbain. Ce choix s'est toujours traduit par un biais de politique économique en faveur du développement industriel et au détriment de l'agriculture, avec des résultats parfois désastreux. La négligence des zones rurales et l'aggravation de la pau-

vreté qui en a résulté ont généralement entraîné un fort exode rural lié à l'espérance d'obtenir un emploi et donc un revenu en ville [Harris et Todaro (1970)]. Or le taux de migration vers les villes a souvent excédé les capacités d'absorption du travail et le flot continu de migrants ruraux dans les capitales s'est traduit par le chômage et le sous-emploi des migrants, un nombre croissant de bidonvilles, une grande pression sur les infrastructures des villes, une pollution excessive, un accroissement des encombrements, un taux de criminalité important et d'une manière générale la dégradation de l'environnement.

Malgré le succès académique qu'on connut les modèles duaux, les preuves empiriques des hypothèses sur lesquelles ils sont fondés n'ont pas toujours pu être mises en lumière. La première hypothèse sur laquelle reposent ces modèles est l'existence d'un fort sous-emploi permanent en milieu rural. Deuxièmement, cette vue conventionnelle du développement économique suppose que la population et les activités sont cloisonnées. Le rural s'oppose alors à l'urbain, l'agriculture s'oppose à l'industrie et le développement économique est associé à un déplacement de main-d'œuvre entre les secteurs et à l'urbanisation. En réalité, les modèles duaux reposent sur une vision simpliste du monde rural qui ignore d'une part très largement la saisonnalité à laquelle est soumise l'activité agricole, et d'autre part le processus de diversification des activités en milieu rural qui accompagne presque toujours le développement économique.

Ce processus, longtemps ignoré, a reçu, au cours de la dernière décennie, une attention accrue tant de la part des bailleurs de fonds que de la communauté scientifique. Cet intérêt provient à la fois de l'importance des activités complémentaires des exploitations rurales¹ dans le temps total de travail alloué aux activités productives ou encore dans le revenu total des foyers agricoles, et des effets bénéfiques attendus du développement de ces activités : réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus, développement d'un entrepreneuriat local, absorption de la main-d'œuvre rurale « excédentaire », ralentissement de l'exode rural, financement de l'investissement agricole, etc.

Cet article se propose d'évaluer la pertinence des hypothèses fondatrices des modèles duaux. On s'attachera à montrer combien les

¹ Il est difficile de trouver un terme satisfaisant et concis pour nommer et décrire l'ensemble des activités que développent les membres des exploitations rurales afin de diversifier leurs sources de revenus. Le terme d'activité secondaire, qui avait notre préférence, a été écarté car il est déjà utilisé dans la plupart des enquêtes statistiques pour définir l'activité qui occupe le plus de temps productif après l'activité principale. Pour éviter toute confusion nous avons retenu le terme d'activité complémentaire.

notions de chômage déguisé et de sous-emploi posent problème dès lors qu'elles s'appliquent à des travailleurs agricoles indépendants et que, malgré l'attention récente portée aux activités complémentaires des exploitations rurales, elles sont encore un domaine peu compris de l'économie rurale. On soulignera, dans un premier temps, les nombreux problèmes conceptuels que pose l'appréhension de la situation de l'emploi en milieu rural, tant les notions de sous-emploi ou de chômage déguisé se révèlent peu opérationnelles, et la forte hétérogénéité des activités complémentaires est à la source de nombreuses confusions conceptuelles. On montrera, dans un second temps pourquoi les statistiques nationales disponibles ne permettent pas de rendre compte de manière adéquate de la situation de l'emploi en milieu rural. On tentera enfin de rassembler l'information pertinente qui permet de décrire l'utilisation de la main-d'œuvre des exploitations agricoles péruviennes.

I. — PROBLÈMES CONCEPTUELS

I.1. Chômage déguisé, sous-emploi

L'idée selon laquelle la plupart des économies du tiers-monde sont caractérisées par un large surplus de main-d'œuvre dans le secteur agricole, est une idée très largement acceptée. À cette quasi-certitude on peut cependant opposer le doute suivant : si les agriculteurs ne sont pas employés à plein temps aux travaux agricoles, doit-on en déduire pour autant que les zones rurales souffrent d'un problème de sous-emploi, ou bien que les analystes ont un problème de mesure du phénomène ? En effet, les tentatives pour établir le degré de sous-emploi de la main-d'œuvre des exploitations agricoles affrontent le même problème : essayer de comprendre et mesurer une forme de production non capitaliste avec les outils propres de la production capitaliste.

Lorsqu'il existe un marché du travail où emploi et revenus sont le résultat d'une relation privée entre employeurs et employés, où la journée de travail est fixe et définie d'avance, et les tâches délimitées selon le poste ou la fonction occupée par l'employé, alors la définition théorique du chômage et du sous-emploi est relativement simple. Est au chômage tout individu qui désire travailler au taux de salaire en vigueur, mais qui ne trouve pas d'emploi. Est sous-employé tout individu qui travaille un nombre d'heures inférieures au nombre désiré, et/ou qui occupe un poste qui ne correspond pas à ses qualifications.

La définition théorique du chômage et du sous-emploi, ou encore des critères qui permettent de déterminer qui est ou qui n'est pas

employé de manière adéquate est autrement plus complexe lorsqu'elle s'applique à des travailleurs agricoles indépendants. En effet, dans ce cas, le marché du travail est inexistant, au moins pendant certaines périodes de l'année, et les questions du chômage et du sous-emploi ne peuvent être traitées simplement.

D'abord, un certain nombre de caractéristiques du monde rural font que les travailleurs des exploitations agricoles sont assurés, d'une manière ou d'une autre, d'un emploi tout au long de l'année : la rationalité des unités productives agricoles familiales fondée sur l'absorption de toute la main-d'œuvre disponible, l'ample gamme de liens familiaux et communautaires qui opèrent comme une sorte de sécurité sociale informelle entre les individus, la possibilité de location de la terre, l'existence de multiples occupations complémentaires à l'agriculture. Ensuite, le marché du travail étant inexistant, au moins pendant certaines périodes de l'année, il n'existe pas de taux de salaire de référence explicite à partir duquel un individu peut prendre ses décisions. La définition théorique du chômage perd donc tout son sens. De fait, les taux de chômage enregistrés par les statistiques sont toujours très faibles en milieu rural. Le problème principal n'est donc pas tant le chômage ouvert que celui du sous-emploi.

Dans la littérature existante, l'estimation du sous-emploi de la main-d'œuvre agricole a reposé, selon nous, sur des critères discutables, et peu d'efforts ont été faits pour développer un cadre d'analyse rigoureux. Plusieurs critères sont potentiellement utilisables (et ont été utilisés) pour juger du sous-emploi des producteurs agricoles indépendants et de leurs familles : le niveau de la production et des revenus, les besoins techniques en main-d'œuvre, la productivité marginale du travail, le prix relatif des facteurs. Ainsi, serait sous-employé celui qui, bien qu'au travail, générerait une faible production ou un revenu insuffisant, ou serait inefficacement employé en regard des besoins techniques en main-d'œuvre, ou encore serait inutilement employé par rapport à la production supplémentaire qu'il générerait, ou enfin dont la substitution à d'autres facteurs permettrait de minimiser les coûts. Quelque soit l'intérêt potentiel de ces critères, leur utilisation soulève de nombreux problèmes théoriques et empiriques.

Le critère de faible production paraît peu pertinent parce qu'il confond ce qui relève éventuellement du sous-emploi de ce qui relève des autres nombreuses causes possibles de faible production. L'existence de facteurs qui sont au delà du contrôle des paysans peut expliquer une grande partie des écarts entre la production réelle et la production potentielle : accident climatique, piètre qualité des sols,

technologie peu productive, etc. Le critère des revenus n'est pas plus satisfaisant car il peut être une source de confusion entre la pauvreté et le sous-emploi. En effet, on peut être pauvre sans être sous-employé, comme par exemple les agriculteurs qui, du fait de prix agricoles peu rémunérateurs, obtiennent de faibles revenus en dépit de récoltes abondantes.

Le critère des besoins techniques en main-d'œuvre assimile les travailleurs sous-employés, ou plus exactement mal employés, aux travailleurs techniquement inefficaces, c'est-à-dire aux travailleurs dont l'utilisation devrait permettre l'obtention d'un niveau de production supérieur. La comparaison entre les besoins techniques théoriques de main-d'œuvre agricole et la disponibilité effective de main-d'œuvre introduit une difficulté quasi insurmontable : celle de la définition, forcément normative, des besoins en main-d'œuvre et ce, quelque soit la méthode empirique utilisée². Les besoins en main-d'œuvre varient en fonction des techniques utilisées, selon les cultures, selon les régions, la taille des exploitations, etc. Or, la définition d'une norme de référence suppose que toutes les unités productives fonctionnent sur le même standard, ce qui est rarement le cas. Par ailleurs, si l'on considère comme besoins en main-d'œuvre chaque utilisation réelle de travail de chaque exploitation (à supposer que cet inventaire soit empiriquement possible), alors la notion de sous-emploi s'évapore. En effet, dans ce cas, les agriculteurs sont soit ouvertement au chômage permanent ou saisonnier, ou occupés.

Le concept de productivité marginale, qui est le plus utilisé, considère comme chômeur déguisé tout individu qui ne serait pas employé si l'unité productive maximisait ses profits, à savoir les travailleurs dont le produit marginal est non positif, et dont le retrait n'entraînerait pas de perte de production. Ce concept s'avère toutefois très vague au point de devenir non opérationnel dans un contexte marqué par une forte saisonnalité des besoins en main-d'œuvre de l'exploitation. La production agricole est une activité séquentielle par nature et dans ces conditions, le résultat final, en termes de production, dépend non seulement de la quantité totale de travail affectée à la production mais aussi de la répartition du temps de travail entre les tâches agricoles et de leur rapidité d'exécution. Théoriquement, chaque type de travail, selon la période de l'année, a un effet variable sur le produit marginal

² Deux méthodes sont couramment utilisées : la méthode du point de référence fondée soit sur l'utilisation optimale du travail au cours d'une hypothétique période d'efficacité, soit sur la « meilleure pratique » à l'intérieur d'un groupe d'exploitations ; la méthode de la norme qui part d'estimations agronomiques.

et une même quantité de travail global peut engendrer des résultats de production variables suivant que ce travail a été utilisé selon un calendrier plus ou moins adéquat. Or il est empiriquement quasi impossible d'établir la contribution de chaque opération et le fait qu'elle soit mise en œuvre à temps sur le résultat final.

Enfin, on peut considérer un troisième groupe de travailleurs excédentaires constitué des travailleurs dont le produit marginal est positif mais qui pourraient, pour un niveau donné de production, être substitués à d'autres intrants afin de minimiser les coûts. Mais mesurer le sous-emploi à partir d'un critère idéal de comportement que les paysans ne sont généralement pas en mesure d'atteindre du fait de leur faible intégration aux marchés des biens et des facteurs, des obstacles à la commercialisation des intrants agricoles, de la faible diffusion des technologies plus capitalistiques, obscurcit une réalité de l'agriculture où l'utilisation optimale des potentialités productives exige de disposer d'autres ressources, publiques en particulier, comme un bon réseau d'infrastructure et de communication, une recherche dynamique capable de proposer des techniques de production adaptées au contexte local, etc.

Les tentatives d'estimation empirique du sous-emploi, ou encore du nombre de travailleurs « en surplus », se sont heurtées à de nombreux problèmes. D'abord, la plupart des méthodes ne permettent pas de faire la distinction entre les trois types de travailleurs « excédentaires » mentionnés (inefficaces, improductifs, substituables), et ont donc tendance à surestimer le nombre de travailleurs qui pourraient être déplacés vers l'industrie sans perte de production agricole ; l'estimation est par ailleurs sensible au choix de la méthodologie (frontière de production fixe ou stochastique, méthode des courbes enveloppantes), au choix de la forme fonctionnelle de type Cobb Douglas ou non, à l'utilisation de séries temporelles ou de données de panel [Thiam *et alli*, (2001)].

Pourtant, définir l'étendue et surtout la nature du sous-emploi est un préalable aux décisions de politique économique. En effet l'origine de chacun des types de sous-emploi évoqué est fort différente ; elle appelle donc des solutions singulières. Le travail est techniquement inefficace lorsque les facteurs de production ne sont pas utilisés à leur pleine capacité au cours du processus de production en raison d'un mauvais management, d'un faible effort au travail des travailleurs, de leurs moindres qualifications, ou encore des difficultés d'ajustement aux variations intra-annuelles de la demande de travail, etc. L'existence d'un travail substituable reflète le fait que la combinaison pro-

ductive est insensible aux prix soit en raison d'une faible intégration au marché, soit en raison de dysfonctionnements des marchés des facteurs et des produits. Seul le travail improductif, qui correspond au surplus de travail dont parle Lewis, résulte du fait qu'il y a « trop » de travailleurs. Ces derniers n'ont pas à être substitués au capital, mais doivent être éliminés du processus productif.

Enfin, parler du surplus de main-d'œuvre en milieu rural revient le plus souvent à nier l'existence des multiples activités complémentaires que développent les agriculteurs en plus du travail consacré à leur exploitation agricole. L'économie paysanne familiale est une entreprise d'activités multiples. Dans ces conditions, mesurer le niveau d'emploi à partir des seules occupations agropastorales introduit nécessairement un biais dans l'évaluation du sous-emploi permanent ou saisonnier de la main-d'œuvre.

I.2. L'hétérogénéité des activités complémentaires source de confusion conceptuelle

La diversification des activités (ou pluri-activité) peut se définir simplement comme l'obtention d'un revenu de plus d'une activité économique. Pour les membres des exploitations agricoles les différentes options sont l'unité productive agricole, l'auto emploi dans des activités non-agricoles, l'emploi sur le marché du travail agricole et/ou non-agricole. Cette diversité de choix a souvent conduit à des analyses partielles de la pluri-activité et à de nombreuses confusions à propos des activités qui doivent être prises en compte ou non.

Les différentes options évoquées sont généralement étudiées séparément dans la littérature économique et selon des préoccupations différentes. La catégorie activité hors exploitation (*off-farm*) se réfère généralement à l'activité exercée hors de l'exploitation agricole, et exclut l'auto emploi dans des activités non-agricoles. Les études faisant appel à ce concept ont pour objet l'analyse du marché du travail. La catégorie activité non-agricole (*non-farm*) regroupe toutes les activités non-agricoles, quelque soit le statut du travailleur (indépendant, salarié), mais exclut les activités agricoles salariées. Elle a généralement pour objet les perspectives d'industrialisation rurale. Enfin, la catégorie migration regroupe les activités menées loin de l'exploitation agricole. Les préoccupations sont généralement centrées autour du taux d'urbanisation et des effets des envois de fonds de la part des migrants.

Étant donné les interactions complexes qui existent entre emploi dans l'unité productive agricole et emploi hors de l'unité productive

agricole, entre emploi agricole et non-agricole, la pluri-activité des foyers agricoles doit être considérée dans toutes ses composantes. Par activité complémentaire, on entend donc l'ensemble des occupations qui visent à développer des sources de revenu autres que ceux issus de l'unité productive agricole propre, que ce soit à titre principal ou à titre secondaire. Cet ensemble comprend donc les activités qui ont lieu hors de la ferme quelque soit le secteur d'activité (agricole ou non-agricole) et les activités non-agricoles qui ont lieu à la ferme.

Par ailleurs, la diversification des activités ou des sources de revenus peut s'organiser selon plusieurs modalités concrètes. Une exploitation peut accroître la diversité de ses sources de revenus en affectant un nombre plus élevé de travailleurs à des activités complémentaires et/ou en augmentant le nombre d'activités complémentaires exercées par chacun des travailleurs. Une exploitation peut ainsi avoir un seul, plusieurs ou tous ses membres engagés dans des activités complémentaires, chaque individu pouvant exercer une ou plusieurs activités complémentaires. Ces activités peuvent s'exercer en même temps que l'activité agricole, soit au contraire en alternance à l'activité agricole. Un individu peut ainsi changer d'occupation et/ou de secteur d'activité au cours de l'année agricole, ou exercer plusieurs activités en même temps, dans différents secteurs, sur une période donnée.

Ces quelques précisions conceptuelles permettent de montrer combien l'appréhension de l'emploi en milieu rural est complexe. Premièrement, la répartition de la population active entre secteur agricole et secteur non agricole, telle qu'elle est souvent présentée dans les statistiques officielles, n'est pas incontestable compte tenu de la diversité des activités exercées par les actifs ruraux. Deuxièmement, la notion de sous-emploi, que l'on se gardera d'utiliser dans la suite de l'exposé, apparaît comme particulièrement ambiguë et inopérationnelle. Troisièmement, on a pu mettre en lumière l'ensemble des variables qu'il faudrait mesurer de manière appropriée afin de rendre compte de la diversité et de la complexité de l'emploi en milieu rural. Ces variables sont : le nombre total d'occupations différentes exercées par chaque membre actif de l'exploitation au cours d'une année agricole, le secteur d'activité de chaque occupation, sa localisation, le calendrier précis de chacune des occupations différentes, et enfin le statut du travailleur dans chaque occupation.

II. – L'INSUFFISANCE DES STATISTIQUES NATIONALES

Au Pérou, comme dans la plupart des PVD, l'emploi en milieu rural est généralement très mal mesuré dans les statistiques officielles du fait des méthodologies d'enquête. On trouve des éléments sur les activités des membres des exploitations agricoles dans diverses sources : le dernier recensement agricole qui date de 1994, les enquêtes sur le niveau de vie des ménages menées par l'institut CUANTO sous l'égide de la Banque mondiale en 1985, 1991, 1994, 1997, et 2000 et enfin un nombre significatif d'enquêtes auprès des ménages régulièrement menées par l'Institut National de la Statistique et de l'Informatique (INEI), dont l'objectif est variable, et qui comportent des modules plus ou moins détaillés sur l'emploi et les revenus.

Or ces sources existantes, bien que nombreuses et d'une grande richesse d'information, ne permettent pourtant pas d'évaluer de manière satisfaisante l'emploi agricole ni l'importance et la nature des activités complémentaires des exploitations agricoles et ce pour plusieurs raisons.

II.1. La population enquêtée

Une première lacune des statistiques nationales tient à la définition de la population enquêtée qui, s'agissant du monde rural, n'est pas toujours pertinente. Les données du recensement agricole procurent des informations sur les activités productives du seul chef d'exploitation, c'est-à-dire, selon la définition du recensement un individu de sexe masculin dont l'âge est au moins égal à 15 ans. Des autres membres de l'unité productive, on sait seulement s'ils participent ou non aux travaux agricoles. Ces restrictions interdisent donc une analyse approfondie de l'emploi en milieu rural.

L'INEI définit la population enquêtée de manière restrictive, suivant en ce point les recommandations de l'Organisation Internationale du Travail, qui considère que toute personne de moins de 14 ans est un enfant, et fixe ainsi l'âge légal à partir duquel un individu a le droit de travailler. En conséquence, et sans doute pour éviter de recenser un nombre trop élevé d'enfants au travail au regard des normes internationales, les enquêtes menées par l'INEI n'enregistrent pas l'activité des membres du foyer dont l'âge est inférieur à 14 ans.

Seules les enquêtes de l'Institut CUANTO retiennent une définition de la population enquêtée appropriée au monde agricole. Sont recensées les activités productives de tous les membres des foyers dont l'âge est égal ou supérieur à 6 ans, et qui correspond (empiriquement) à

l'âge à partir duquel les enfants commencent à participer aux travaux des champs. On a calculé, à partir de l'enquête de l'année 2000, le taux de participation des enfants (tranche d'âge 6-13 ans)³, ainsi que la distribution des leurs occupations principales et secondaires au cours des douze mois précédant l'enquête. Les résultats, portés aux tableaux 1 et 2, font apparaître un taux d'activité des enfants significatif : il est de 29,6 % pour l'ensemble de l'échantillon. On soulignera l'écart sensible entre le taux d'activité des enfants résidant dans les zones rurales (30,7 %) et celui des enfants résidant dans les zones urbaines (21,3 %) qui indique que la contribution des enfants aux activités productives est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain.

TABLEAU 1
Le taux d'activité des enfants (6-13 ans)

	Échantillon total	Échantillon urbain	Échantillon rural
Taux de participation	29,6	21,3	30,7

Source : CUANTO, 2000.

La distribution des occupations principales et secondaires des enfants montre que leur contribution aux activités productives est très concentrée sur les travaux agricoles au sein de l'exploitation⁴. Dans les zones rurales, l'occupation principale déclarée correspond, dans 55,2 % des cas, à un travail dans le cadre de l'exploitation familiale. Cette proportion est plus faible dans les zones urbaines (34,3 %). Le second emploi important des enfants est le travail salarié agricole qui occupe 35 % des enfants à titre principal et 45 % d'entre eux environ à titre secondaire dans les zones rurales. Les enfants citadins sont plutôt employés comme ouvriers non-agricoles ou dans le commerce.

³ Le taux de participation se définit comme le rapport entre la population active et la population totale de la tranche d'âge considérée.

⁴ La nomenclature initiale des occupations a été redéfinie afin d'une part de l'homogénéiser avec la nomenclature des occupations des enquêtes de l'INEI et d'autre part de l'adapter à notre objet d'étude. En effet, la main-d'œuvre affectée aux occupations qui relèvent de l'unité productive agricole familiale n'est pas directement lisible dans les nomenclatures des enquêtes. On a regroupé sous le terme « agriculteurs » l'ensemble des individus inscrits comme « agriculteurs » dans les nomenclatures initiales et qui correspondent souvent aux chefs d'exploitation et l'ensemble des individus inscrits comme « ouvriers agricoles » dont le statut est aide familial non rémunéré et qui correspondent aux autres membres du foyer qui travaillent dans le cadre de l'unité productive agricole.

TABLEAU 2
La distribution des occupations principales et secondaires
des enfants (6-13 ans)

	Échantillon	Échantillon	Échantillon	Échantillon	Échantillon	
	total	urbain	rural	total	urbain	
	Occupation principale			Occupation secondaire		
Prof. scientifique, intel.	0,1		0,1			
Employés						
Vendeurs et commerçants	6,0	12,3	5,4	5,5	22,3	
Agriculteurs	55,2	34,3	57,1	36,9	38,5	
Ouvriers	3,6	17,5	2,4	13,5	27,9	
Ouvriers agricoles	35,1	35,9	35,0	44,0	11,3	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : CUANTO, 2000.

Ces quelques données confirment que l'omission de l'activité des enfants dans la quasi totalité des enquêtes de l'INEI pose problème. Elle conduit d'une part à sous-estimer les besoins en main-d'œuvre de l'agriculture, en particulier pendant les temps forts des travaux agricoles. En effet, l'apport des enfants à la mise en valeur de l'exploitation familiale n'est pas forcément continu. On sait que la saisonnalité de l'activité agricole implique une grande variation dans la mobilisation de la main-d'œuvre familiale au cours du cycle agricole. Bien que les données disponibles ne permettent pas de dire à quelle période de l'année la contribution des enfants est la plus forte, il est fort probable que ce soit au cours de la saison haute des travaux agricoles. L'omission des activités productives des enfants conduit d'autre part à sous-estimer leur contribution à la diversification des sources de revenus. Dans les zones urbaines en particulier, la participation des enfants aux activités non agricoles est loin d'être négligeable.

II.2. La période de référence et le calendrier agricole

Un deuxième écueil commun à beaucoup d'enquêtes vient de la période de référence qui s'applique aux questions posées. La plupart des enquêtes de l'INEI font référence à l'emploi occupé au cours de la semaine précédant l'enquête uniquement. Ce référentiel de temps très court pose le problème de la dépendance des réponses à la période à laquelle l'enquête est réalisée.

Premièrement, l'activité agricole est une activité saisonnière, dont les besoins en main-d'œuvre (familiale ou autre) sont irréguliers. En conséquence, la taille de la population active et le taux d'activité des membres des exploitations risquent de varier selon la période à laquelle l'enquête est réalisée.

Deuxièmement, sachant que les agriculteurs ont tendance à rechercher des emplois alternatifs au cours de la saison morte des travaux agricoles, la probabilité que les individus exercent une (ou plus) activité complémentaire au moment de l'enquête est indubitablement fonction de la période à laquelle l'enquête est réalisée. Autrement dit, la répartition des actifs entre les secteurs est susceptible de varier selon que l'enquête est conduite en saison haute ou basse des travaux agricoles.

Troisièmement, la référence à la semaine précédant l'enquête présente l'inconvénient de n'enregistrer que l'activité complémentaire éventuelle exercée au cours de la semaine précédant l'enquête. Sont automatiquement exclues de l'enregistrement toutes les autres activités qui pourraient être conduites à un autre moment du cycle agricole.

Quatrièmement, la réalisation des enquêtes s'étale très souvent sur deux, trois voire quatre mois, et le choix de la période de réalisation tient rarement compte du calendrier agricole. Ainsi, les enquêtes spécialisées sur le niveau d'emploi de l'INEI s'étendent sur une période qui recouvre en partie la saison basse et la saison haute saison des travaux agricole. La semaine de référence n'étant pas identique pour l'ensemble des exploitations, les résultats tirés de ces enquêtes sont forcément ambigus. La saisonnalité de l'activité agricole, en particulier, a tendance à être lissée (*cf. infra*).

II.3. Les notions d'activité principale et secondaire

Une troisième et dernière difficulté que soulèvent les enquêtes de l'INEI et de l'Institut CUANTO vient de l'usage des notions d'activité principale et secondaire. Dans ces enquêtes, l'activité principale est définie comme l'activité qui accapare le plus de temps, l'activité secondaire est définie comme l'activité qui accapare le plus de temps après l'activité principale. Appliquée au monde rural, cette typologie ne va pas sans ambiguïté.

Le premier constat que l'on peut faire, issu de l'expérience de terrain personnelle de l'auteur, est que ces notions sont souvent mal comprises des personnes interviewées, qui ont tendance à énumérer l'ensemble des activités exercées au cours d'une année, en les considérant toutes comme « principales », c'est-à-dire en fait importantes de leur point de vue. La hiérarchie, en termes de temps, des différentes activités, n'est pas porteuse de sens. Cette « incompréhension » est potentiellement source de nombreuses erreurs dans l'enregistrement des réponses qui dépend, en dernière analyse, de l'interprétation que fait l'enquêteur des informations données par l'enquêté.

La seconde remarque importante est que les exploitations agricoles péruviennes sont généralement engagées dans des stratégies de diversification de l'activité agricole, ainsi que l'ont montré de nombreuses études [Cotlear (1989) ; Gonzales de Olarte (1994) ; Golte (1980)]. En conséquence, dans bien des cas, la seconde activité, telle qu'elle est enregistrée dans ces enquêtes, est une activité qui relève de l'exploitation agricole ou agropastorale. Pour illustrer ce problème, on a calculé, dans deux des enquêtes disponibles, le nombre de doubles réponses, c'est-à-dire le nombre de fois où l'occupation secondaire déclarée est identique à l'occupation principale. Le double comptage est particulièrement important pour les catégories « agriculteur » (respectivement 40,7 % des réponses dans l'enquête de l'Institut CUANTO et 3,5 % dans l'enquête de l'INEI), et « ouvriers agricole » (47,2 % et 24,1 % respectivement). S'agissant de la catégorie « agriculteurs » la principale cause de confusion vient de ce que les activités d'élevage ont été considérées systématiquement comme des occupations différentes des activités agricoles *stricto sensu*, et donc enregistrées comme activités secondaires chaque fois que l'agriculture *stricto sensu* était l'activité principale. S'agissant de la catégorie « ouvriers agricoles », ont été différenciées dans les nomenclatures plusieurs catégories qui ne présentent pas un grand intérêt analytique (ouvriers d'exploitations agricoles polyvalentes, ouvriers de cultures extensives, ouvriers de cultures arboricoles, ouvriers de l'élevage, etc.), et qui ont eu pour conséquence d'enregistrer, sous un nom différent, une même occupation.

L'ambiguïté opérationnelle des notions d'activité principale et secondaire a trois conséquences fâcheuses : elle entraîne d'abord des difficultés d'interprétation des données liée à l'hétérogénéité du contenu de la catégorie activité secondaire, qui relève tantôt de l'activité propre à l'exploitation agropastorale tantôt d'activités complémentaires telles que nous les avons définies. Ensuite, ce flou conceptuel entraîne une sur-représentation du secteur agricole dans les activités secondaires qui contraste avec les résultats du recensement qui ne fait pas usage de ces catégories. Enfin, elle entraîne une sous-estimation des activités complémentaires des actifs agricoles qui, en fait, ne sont pas enregistrées chaque fois que l'occupation principale et l'occupation secondaire se réfèrent à l'activité agropastorale.

Enfin, une seule activité secondaire est prévue dans les questionnaires de l'INEI. En conséquence toutes les autres activités qui peuvent arriver en troisième position ou plus dans la hiérarchie du temps de travail, ne sont pas répertoriées. Dans les enquêtes de l'Institut CUANTO, une troisième occupation est prévue mais sans que soient

enregistrés le type d'occupation ni la branche d'activité. L'analyse de cette variable montre qu'environ 45 % des individus déclarant une occupation secondaire cours des 12 derniers mois déclarent avoir une occupation supplémentaire.

III. – ANALYSE DE L'EMPLOI DES FOYERS AGRICOLES

Malgré les nombreuses lacunes et imperfections des statistiques nationales, on a tenté de rassembler dans cette section l'ensemble des éléments pertinents que l'on pouvait retenir des différentes sources disponibles afin de donner un aperçu, certes approximatif, de la saisonnalité de l'emploi agricole et de l'importance et des caractéristiques des activités complémentaires des exploitations agricoles.

III.1. La saisonnalité de l'emploi agricole

La plupart des agricultures dans le monde sont caractérisées par une forte saisonnalité, dont les temps forts sont rythmés par le régime des pluies. Cette saisonnalité se reflète généralement dans les variations de l'utilisation de la main-d'œuvre agricole selon les moments du calendrier agricole, et éventuellement dans les changements de secteur d'activité au cours du cycle agricole. Lorsque la saisonnalité des activités est marquée, on observe, au cours de l'année, des changements notables non seulement dans le nombre d'actifs mais aussi dans l'importance relative des différentes branches d'activité dans lesquelles les actifs sont occupés. Quantifier ces variations suppose de disposer d'enquêtes emploi réalisées à plusieurs époques de l'année, et représentant les différents moments du calendrier agricole.

Au Pérou, seules les sources de l'INEI permettaient de faire un tel travail. On a donc utilisé trois enquêtes de l'année 2000⁵, afin d'analyser d'une part les variations éventuelles de la population active au cours de l'année et d'autre part les variations de la distribution des occupations principales et secondaires. La première remarque importante que l'on peut faire au vu des chiffres présentés au tableau 3 est

⁵ Il s'agit de l'enquête « Éducation, santé et aspects démographiques » du second trimestre 2000, de « l'Enquête spécialisée sur l'emploi et les revenus » du troisième trimestre, et de l'enquête « Conditions de vie et pauvreté » du quatrième trimestre (il n'existe pas d'enquête conduite au cours du premier trimestre). Ces enquêtes ne sont évidemment pas strictement comparables entre elles du fait d'échantillonnages différents. Les résultats portés aux tableaux 3 à 5 visent simplement à vérifier si ces enquêtes enregistrent, malgré tout, la saisonnalité de l'activité agricole.

que la proportion de la population active au chômage tant ouvert que déguisé ⁶, apparaît extrêmement faible : entre 1,4 % et 0,8 % pour la première, entre 2,3 % et 3 % pour la seconde. Ces données ne suggèrent pas l'existence d'un chômage saisonnier important, et ces pourcentages peuvent être considérés comme des taux de chômage frictionnel normaux.

TABLEAU 3
La taille de la population active au cours de l'année 2000

	Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Population non active	11,2	27,8	19,5	12,0	31,7	21,7	12,4	28,6	20,5
Non réponse	1,2	0,9	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Population active	87,6	71,3	79,4	88,0	68,3	78,3	87,6	71,4	79,5
Population employée	97,3	93,6	95,7	98,7	98,5	98,6	97,9	95,5	96,8
Chômeurs	1,7	1,0	1,4	1,3	1,5	1,4	0,8	0,8	0,8
Chômeurs déguisé	1,1	5,4	3,0	nd	nd	nd	1,2	3,7	2,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Trimestre II : Enquête sur l'éducation, la santé, l'emploi et les revenus, INEI, 2000

Trimestre III : Enquête spécialisée sur les niveaux d'emploi, INEI, 2000

Trimestre IV : Enquête sur les conditions de vie et la pauvreté, INEI, 2000

Une seconde caractéristique qui ressort du tableau 3 est la faible variation du nombre d'actifs masculins au cours de l'année. En revanche, cette variation est perceptible pour les femmes qui se retirent manifestement de la population active au cours du troisième trimestre de l'année qui correspond à la saison sèche : 68,3 % d'entre elles seulement se déclarent actives alors que cette proportion s'élève à 79,5% au quatrième trimestre. Cette situation n'est pas très surprenante car les entrées et sorties des femmes de la population active servent souvent à ajuster l'offre de main-d'œuvre aux besoins très saisonniers de l'activité agricole ⁷.

La répartition des branches d'activité dans lesquelles ont été employés les membres des foyers agricoles au cours de l'année 2000 a été portée au tableau 4. On remarquera l'étonnante stabilité de la struc-

⁶ L'INEI définit comme « chômeur déguisé » toute personne qui ne travaille pas et qui n'est pas à la recherche d'un emploi du fait des difficultés à trouver un emploi. Il ne s'agit donc pas de « chômeurs déguisés » au sens où l'entendait Lewis, mais plutôt de « chômeurs découragés ».

⁷ On rappelle que les personnes âgées de moins de 14 ans n'ont pas été enquêtées. On devrait constater des variations intra-annuelle encore plus forte de la population active dans cette classe d'âge.

TABLEAU 4
La distribution des secteurs d'activité principales et secondaires

	Secteur d'activité principale									Secteur d'activité secondaire								
	Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV			Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV		
	Hom.	Fem	Total	Hom.	Fem	Total	Hom.	Fem	Total	Hom.	Fem	Total	Hom.	Fem	Total	Hom.	Fem	Total
Exploitation familiale	74,4	74,8	74,6	75,5	72,6	74,2	60,7	68,4	70,2	53,6	75,5	61,3	56,6	67,9	60,8	57,9	65,5	60,7
Agriculture, élevage, pêche	8,8	4,0	6,5	7,1	3,3	5,4	12,8	3,4	6,9	19,3	4,9	14,2	13,4	4,3	10,0	17,5	4,7	12,8
Industrie manufacturière	4,5	3,0	3,8	3,5	5,3	4,3	3,4	6,5	4,8	3,7	5,7	4,4	5,9	9,0	7,0	5,9	10,1	7,5
Construction	1,8	0,1	1,0	3,0	0,1	1,7	3,3	0,0	1,8	2,6	0,0	1,7	3,8	0,0	2,4	2,5	0,0	1,6
Commerce	3,4	10,4	6,7	3,5	10,8	6,8	5,4	13,7	9,2	13,7	12,7	13,3	12,3	11,8	12,1	11,2	11,3	11,3
Services	0,8	3,2	1,9	0,7	2,6	1,6	0,7	2,4	1,5	2,0	0,8	1,6	2,6	2,1	2,4	0,0	0,0	2,1
Autres	6,4	4,6	5,6	6,6	5,3	6,0	5,7	5,6	5,7	5,3	0,4	3,6	5,4	4,9	5,2	4,9	8,5	4,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Trimestre II : Enquête sur l'éducation, la santé, l'emploi et les revenus, INEI, 2000

Trimestre III : Enquête spécialisée sur les niveaux d'emploi, INEI, 2000

Trimestre IV : Enquête sur les conditions de vie et la pauvreté, INEI, 2000

TABLEAU 5
Activité habituelle au cours des 12 derniers mois

	août-99	set-99	oct-99	nov-99	déc-99	janv-00
Agriculture, élevage, pêche	79,6	79,6	80,2	80,3	80,1	80,8
Industries manufacturières	2,9	2,9	2,7	2,7	2,6	2,6
Construction	1,3	1,2	1,1	1,0	1,1	1,0
Commerce	6,6	6,7	6,6	6,7	6,5	6,3
Hôtels et restaurants	1,4	1,4	1,4	1,3	1,4	1,4
Services	7,0	7,0	6,8	6,7	7,0	6,5
Autres	1,3	1,2	1,2	1,3	1,3	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	févr-00	mars-00	avr-00	may-00	juin-00	juil-00
Agriculture, élevage, pêche	80,8	80,8	80,1	80,3	79,6	78,8
Industries manufacturières	2,6	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
Construction	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1
Commerce	6,4	6,4	6,6	6,6	6,7	6,8
Hôtels et restaurants	1,4	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4
Services	6,5	6,5	6,8	7,0	7,1	7,4
Autres	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3	1,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEI, Enquête spécialisée sur les emplois et les revenus, 2000

ture des branches d'activité au cours de l'année. Le travail consacré à l'exploitation propre occupe à titre principal entre 70 et 74 % des actifs des unités productives agricoles selon les trimestres et 61 % environ à titre secondaire tout au long de l'année. Cette stabilité semble par ailleurs confirmée par les données de l'enquête spécialisée sur le niveau d'emploi qui enregistre l'activité habituelle pour chacun des 12 mois précédant l'enquête. Les résultats portés au tableau 5 montrent que, chaque mois, l'activité habituelle déclarée est l'agriculture dans environ 80 % des cas, et que les variations autour de cette moyenne sont extrêmement faibles. Les 20 % restants se répartissent, par ordre d'importance, entre les secteurs des services, du commerce, des industries manufacturières et de la construction

La faible saisonnalité de l'activité agricole, telle qu'elle apparaît à partir des données de l'INEI, appelle quelques remarques. On peut dans un premier temps, supposer que la saisonnalité de l'agriculture péruvienne est réellement peu marquée. Un travail de profil saisonnier selon les régions naturelles du Pérou a été réalisé [Caballero (1981)]. Cette étude montre que, mises à part les zones très froides (au dessus

de 3500m) caractérisées par une très forte saisonnalité liée au rythme de la principale culture qui est la pomme de terre, la saisonnalité des autres zones est beaucoup moins marquée du fait de l'existence d'espaces irrigués, et donc de la possibilité de produire plusieurs récoltes par an, mais surtout d'un climat plus clément qui permet une grande diversité des cultures possibles et par conséquent une large flexibilité du calendrier agricole. La polyculture correspond par ailleurs aux stratégies anti-risque des exploitations. La réponse des exploitations rurales au désavantage relatif que constitue l'environnement andin consiste à utiliser les différents « étages » écologiques afin de rechercher les conditions naturelles optimales pour chaque type de culture et mettre ainsi en œuvre différents cycles agricoles dont le calendrier ne coïncide pas nécessairement. Comme les besoins en main-d'œuvre d'une culture caractéristique d'un étage écologique varient énormément dans l'année, la savante combinaison de plusieurs cultures permet de remédier à l'inactivité saisonnière potentielle de la main-d'œuvre agricole. Un des effets immédiats de cette stratégie est d'allonger le temps total d'utilisation de la main-d'œuvre agricole, comparativement à une stratégie de monoculture [Figueroa (1980) ; Golte (1980)].

À cela s'ajoute le fait que, dans toutes les zones de la Sierra, la saisonnalité des opérations culturales est en partie compensée par la stabilité des activités pastorales. Or les besoins en main-d'œuvre de ces activités, bien que moins visibles que les besoins pour les cultures n'en sont pas moins importants et surtout permanents. Enfin, il est possible qu'il existe une division marquée du travail entre les individus qui sont affectés au travail à la ferme et ceux qui sont affectés à d'autres activités. Si tel est le cas, alors il est logique que les changements de branche d'activité au cours du cycle agricole soient peu nombreuses.

Toutefois, l'absence de saisonnalité apparente de l'activité agricole peut aussi provenir des méthodologies d'enquête. On rappellera d'abord que la semaine de référence varie d'un groupe d'exploitations à l'autre à l'intérieur de chaque enquête en raison du temps pris par l'exécution du travail, qui s'étale sur trois ou quatre mois. Dans ces conditions, la saisonnalité de l'activité agricole a peu de chances d'apparaître.

Ensuite, l'agrégation des données introduit un lissage certain de la saisonnalité. En effet, les profils saisonniers des différentes zones écologique ne coïncident pas, et ce sont les effets de complémentarité plutôt que de concurrence qui dominent ⁸. L'agrégation des données n'au-

⁸ Ainsi, par exemple, la récolte de café dans les zones chaudes durant les mois de mars et avril correspond à des mois de faible activité dans les zones plus froides. Lorsque débute la culture du café, en juillet, les récoltes des zones froides sont terminées, etc.

rait de sens qu'en présence d'une parfaite mobilité géographique de la main-d'œuvre, qui se déplacerait selon le cycle agricole propre à chaque région. Or cette hypothèse est loin d'être vérifiée : bien que la mobilité géographique des travailleurs soit attestée, il existe des poches d'immobilité liées aux coûts de transport, aux obstacles linguistiques pour ceux qui ne parlent pas espagnol, aux travaux domestiques des femmes, etc. L'agrégation a également tendance à cacher la saisonnalité probablement très différente de l'utilisation de la main-d'œuvre entre exploitations de taille et de niveau technologique différents.

Enfin, l'activité habituelle enregistrée au cours de chaque mois a d'autant plus de chances d'être agricole que les changements éventuels d'occupation et de branche d'activité sont d'une durée inférieure à un mois.

Le recensement agricole fournit un indicateur précieux de la saisonnalité de l'agriculture à savoir le nombre de semaines d'absence des chefs d'exploitation. Les données portées au graphique 1 suggèrent une saisonnalité relativement marquée de l'activité agricole. On observe un pic d'absence entre les mois de juillet à septembre qui correspondent à la saison morte des travaux agricoles liée à l'absence de pluviométrie dans la plupart des zones agricoles du Pérou. En revanche, les mois de novembre et décembre, puis avril et mai qui correspondent respectivement aux semailles et à la récolte, sont marqués par une présence plus forte des chefs d'exploitations.

GRAPHIQUE 1
**Nombre de semaines d'absence des chefs d'exploitation
 au cours de l'année**

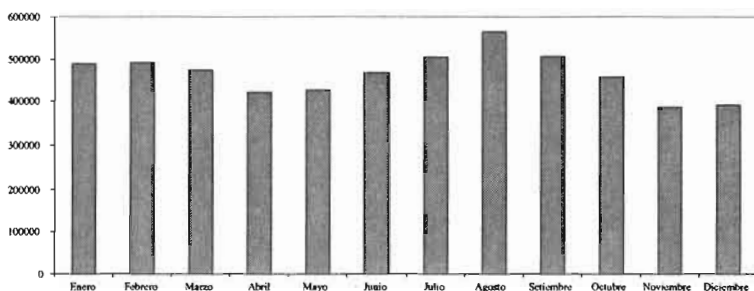


TABLEAU 6
Pourcentage d'actifs qui exercent une activité complémentaire

	INEI 2000									CUANTO 2000				CENSO 1994*
	Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV			Trimestre II				Chefs expl.
	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Enf.	Total	
Côte														
Une activité complémentaire	24,5	20,7	23,0	29,4	24,2	27,7	30,1	23,4	27,8	25,7	14,1	4,0	18,8	28,5
Deux activités complémentaires	1,1	0,3	0,8	25,4	19,9	23,6	1,2	11,0	4,6	4,2	2,4	0,0	3,0	
Sierra														
Une activité complémentaire	34,1	20,3	27,5	26,3	20,0	23,4	30,7	22,1	26,5	39,8	21,2	4,3	25,8	24,9
Deux activités complémentaires	1,0	1,7	1,3	21,6	14,0	18,1	0,9	3,4	2,1	3,6	3,8	0,4	3,0	
Selva														
Une activité complémentaire	25,8	20,8	24,1	25,4	23,0	24,5	26,1	23,7	25,3	37,2	19,2	4,8	24,6	26,7
Deux activités complémentaires	0,8	1,4	1,0	21,6	14,8	19,2	0,7	2,7	1,3	3,4	3,7	0,0	2,8	
Pérou														
Une activité complémentaire	31,1	20,4	26,4	26,6	20,9	24,2	29,6	22,5	26,4	37,3	19,9	4,4	24,7	25,7
Deux activités complémentaires	1,0	1,5	1,2	22,2	14,8	19,0	0,9	4,2	2,3	3,7	3,6	0,2	3,0	16,4

Sources : Trimestre II : Enquête sur l'éducation, la santé, l'emploi et les revenus, INEI, 2000

Trimestre III : Enquête spécialisée sur les niveaux d'emploi, INEI, 2000

Trimestre IV : Enquête sur les conditions de vie et la pauvreté, INEI, 2000

Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages (ENNIV), CUANTO, 2000

Recensement Agricole, 1994

III.2. Les activités complémentaires des exploitations agricoles

Si certaines périodes du calendrier des travaux agricoles sont marquées par la forte mobilisation de la main-d'œuvre familiale, d'autres se caractérisent non seulement par un retrait partiel de la population active de certaines catégories de travailleurs (femmes, enfants), mais aussi par des changements d'activité des travailleurs. Autrement dit, une évaluation complète de l'emploi en milieu rural doit prendre en compte la diversification des activités de la population active agricole.

On a reconstitué, à partir des différentes bases de données disponibles, une représentation des activités complémentaires des membres des exploitations agricoles⁹. Le critère utilisé ici n'est pas tant de savoir si les différentes occupations possibles sont exercées à titre principal ou secondaire mais si elles sont différentes du travail consacré à l'exploitation agricole. On a donc regroupé dans une même catégorie toutes les occupations qui relèvent d'un travail sur l'exploitation agricole. Toutes les autres occupations, qu'elles soient exercées à titre principal ou secondaire ont été comptées comme activité complémentaire¹⁰.

Le tableau 6 résume la participation des membres du foyer à des activités complémentaires. Pour l'ensemble du Pérou, cette participation est significative et d'un ordre de grandeur proche quel que soit la source utilisée : le quart des actifs environ exercent une activité complémentaire. Dans le recensement, qui utilise des catégories un peu différentes, 16,4 % des chefs d'exploitations agricoles conduisent des activités de diversification à la ferme, et 25,7 % développent des activités à l'extérieur de la ferme. L'exercice d'une seconde activité dépend beaucoup de la période de l'année considérée. Un trait saillant qui ressort du tableau 6 est l'augmentation considérable des actifs qui

⁹ Ce travail ne permet pas de comparer directement les différentes sources entre elles, en raison des méthodologies d'enquête et d'échantillonnages distincts, mais plutôt d'apprécier dans quelle mesure les résultats se recoupent.

¹⁰ On rappellera que les données que l'on obtient sous-estiment l'importance des activités complémentaires dans la mesure où ces activités n'ont pas été enregistrées dans la base de données initiale pour tous les actifs dont l'occupation principale et secondaire est « exploitant agricole » ou « ouvrier agricole ». Il manque également l'enregistrement des activités des actifs qui exercent plus de deux activités complémentaires.

Par ailleurs, le recensement agricole n'utilise pas les catégories activité principale et secondaire ce qui rend la comparaison avec les autres sources délicate. Il présente l'avantage de différencier explicitement les activités complémentaires de l'activité concernant l'exploitation agricole proprement dite, et distingue clairement les activités complémentaires conduites sur place et en dehors de l'exploitation. Les informations sont *a priori* plus complètes que celles des autres sources. Toutefois, l'information n'est enregistrée que pour le seul chef d'exploitation.

TABLEAU 7
Distribution des secteurs d'activité des occupations complémentaires selon le genre

	INEI 2000									CUANTO 2000				CENSO 1994*
	Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV			Trimestre II				Chefs expl.
	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Enf.	Total	
Agriculture, élevage, pêche	36,7	19,4	30,7	54,8	38,5	49,0	38,3	14,9	28,8	55,9	32,6	49,5	48,7	46,1
Industries manufacturières	12,6	15,4	13,6	10,2	20,7	13,9	13,1	27,5	19,0	6,9	16,2	9,2	9,9	1,1
Construction	6,5		4,2	7,9	0,3	5,2	9,6		5,7	7,7	0,3	0,0	5,0	10,0
Commerce	21,2	48,0	30,6	10,8	24,5	15,7	22,5	34,7	27,5	10,5	30,0	33,4	17,3	15,1
Hôtels et restaurants	0,5	6,8	2,7	0,9	7,6	3,3	0,8	10,4	4,7	1,0	10,8	1,1	4,0	0,5
Transports et communications	6,4		4,1	5,1	0,1	3,3	6,3	0,5	4,0	5,2	0,7	1,5	3,6	3,7
Administration publique et défense	5,2	2,4	4,2	2,4	0,8	1,8	2,4	1,1	1,5	3,3	0,8	0,0	2,3	
Enseignement	5,0	2,9	4,2	3,3	2,6	3,0	4,0	6,2	4,2	3,4	1,9	0,0	2,8	2,7
Services	4,4	4,4	4,4	3,1	4,6	3,7	1,0	4,7	3,6	3,6	6,7	5,3	4,6	3,1
Autres	1,5	0,5	1,2	1,5	0,3	1,0	1,9	0,0	1,1	2,4	0,2	0,0	1,6	17,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Trimestre II : Enquête sur l'éducation, la santé, l'emploi et les revenus, INEI, 2000
 Trimestre III : Enquête spécialisée sur les niveaux d'emploi, INEI, 2000
 Trimestre IV : Enquête sur les conditions de vie et la pauvreté, INEI, 2000
 Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages (ENNIV), CUANTO, 2000
 Recensement Agricole, 1994

exercer deux activités complémentaires au cours du troisième trimestre, qui est celui où les travaux agricoles sont en principe les moins demandeurs de main-d'œuvre du fait de l'arrêt des pluies. Ce résultat suggère bien une certaine saisonnalité de l'agriculture, caractérisée par un nombre croissant d'individus qui se retirent du travail sur l'exploitation familiale pour consacrer leur temps à d'autres activités.

La participation des hommes est largement plus élevée (de 30 % à 37 %) que celle des femmes (autour de 20 %), et celle des enfants apparaît relativement marginale (4,4 %). Ces différences peuvent s'expliquer non seulement par des disparités éventuelles des rémunérations perçues lors des activités complémentaires, mais aussi par la capacité des différents membres du foyer à s'engager dans ces activités. La scolarité pour les enfants et la charge des travaux domestiques pour les femmes contribuent à freiner leur participation aux activités complémentaires, surtout si elles doivent s'exercer en dehors du foyer.

Les résultats portés au tableau 6 font également apparaître une homogénéité assez marquée dans l'importance des activités complémentaires selon les régions naturelles. On notera une participation légèrement plus élevée sur la côte relativement aux autres régions (à l'exception du deuxième trimestre). Cette plus grande participation peut avoir plusieurs origines. D'abord elle peut être une conséquence de revenus agricoles par tête plus élevés. En effet, d'un point de vue microéconomique, de meilleurs revenus agricoles signifient des possibilités d'investissement du surplus agricole dans des activités complémentaires. Ils stimulent donc la création locale d'entreprises, qui vont être, à leur tour, la source de l'augmentation et de la diversité des emplois localement disponibles. Ensuite, ce résultat peut être lié à l'existence de grands centres urbains offrant un plus grand nombre d'emplois, d'un réseau de communication en bon état facilitant l'insertion des individus sur le marché du travail, et éventuellement d'un meilleur niveau d'éducation des individus.

On a présenté aux tableaux 7 et 8 la distribution des branches d'activité des occupations complémentaires des actifs des exploitations agricoles. Ces occupations se répartissent entre trois grandes branches d'activité, qui sont, par ordre d'importance : l'agriculture (30,7 % à 55,9 %), le commerce (15,7 % à 30,6 %), le secteur des industries manufacturières (9,9 % à 19,0 %) et enfin la construction (4,2 % à 5,7 %). Les résultats que l'on obtient sont sensiblement différents de ceux obtenus à partir des enquêtes CUANTO, lorsque les catégories d'analyse utilisées sont celles d'occupation principale et secondaire [Valdivia et Robles (1997)]. La prédominance de l'agriculture est bien

TABLEAU 8
Distribution des secteurs d'activité des occupations complémentaires selon les régions

	INEI 2000									CUANTO 2000			CENSO 1994*		
	Trimestre II			Trimestre III			Trimestre IV			Côte	Sierra	Selva	Côte	Sierra	Selva
	Côte	Sierra	Selva	Côte	Sierra	Selva	Côte	Sierra	Selva						
Agriculture, élevage, pêche	26,5	32,8	30,5	54,6	44,7	59,3	38,0	24,9	35,4	70,5	41,3	60,4	49,8	37,6	51,3
Industries manufacturières		13,8	11,7	12,8	15,4	9,6	11,3	21,6	16,2	3,7	12,4	5,6			
Construction	7,5	5,1		4,4	6,5	1,4	4,1	6,9	2,4	3,0	6,1	2,9	5,7	13,0	3,9
Commerce	32,6	29,7	33,0	13,3	16,4	15,2	26,7	28,5	24,0	15,5	18,5	14,7	14,1	15,7	9,0
Hôtels et restaurants	8,8	2,3	2,0	2,8	3,6	2,6	4,4	4,8	4,7	0,8	5,1	2,5			
Transports et communications	8,2	2,7	8,2	4,2	3,2	2,8	2,1	4,1	5,1	1,6	3,6	4,5	4,9	3,2	2,4
Administration publique et défense	7,2	4,2	3,3	0,9	2,1	1,6	0,2	2,0	3,1	1,3	2,8	1,5			
Enseignement	4,1	4,2	4,5	1,7	3,3	3,1	10,0	3,4	6,3	1,0	3,3	2,2	2,7	2,8	2,3
Services	1,2	4,1	6,6	4,4	3,6	3,2	0,4	3,2	1,9	2,3	5,1	4,1	3,1	3,6	2,2
Autres	3,9	1,2	0,2	0,9	1,1	1,0	2,8	0,7	1,0	0,3	1,8	1,4	19,7	24,2	28,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Trimestre II : Enquête sur l'éducation, la santé, l'emploi et les revenus, INEI, 2000

Trimestre III : Enquête spécialisée sur les niveaux d'emploi, INEI, 2000

Trimestre IV : Enquête sur les conditions de vie et la pauvreté, INEI, 2000

Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages (ENNIV), CUANTO, 2000

Recensement Agricole, 1994

moins marquée dans les activités complémentaires qu'elle ne l'est dans les activités secondaires. Par ailleurs la branche d'activité industries manufacturières, dont l'importance peut surprendre, regroupe en fait des activités aussi bien industrielles qu'artisanales. On peut raisonnablement supposer, que s'agissant des zones rurales, représente la part principale de l'ensemble des activités de la branche.

Cette répartition diffère toutefois quelque peu selon les catégories de population concernées. Les hommes sont en moyenne plus souvent employés dans l'agriculture (36,7 % à 55,9 %) que les femmes, ces dernières se concentrant essentiellement dans le secteur du commerce (24,5 % à 38,0 %), des industries manufacturières (15,2 % à 27,5 %) et de l'hôtellerie et de la restauration (6,8 % à 10,8 %). Après l'agriculture, les secteurs de prédilection des hommes sont le commerce (10,5 % à 22,5 %), les industries manufacturières (6,9 % à 13,1 %) et la construction (6,5 % à 9,6 %). Les enfants sont principalement employés dans l'agriculture (49,5 %), le commerce (33,4 %), les industries manufacturières (9,2 %) et les services (5,3 %).

La distribution par branche des activités complémentaires varie peu entre les trois grandes régions naturelles du Pérou. Le travail agricole pour d'autres exploitations domine largement les activités complémentaires dans toutes les régions. C'est toutefois sur la côte que les producteurs agricoles s'engagent le plus dans des activités complémentaires agricoles. Ce résultat confirme la capacité de l'agriculture côtière à absorber la main-d'œuvre disponible en raison d'une part de l'existence d'infrastructures d'irrigation permettant, le cas échéant, plusieurs récoltes annuelles, et de la forte concentration de cultures intensives en main-d'œuvre (riz, blé, canne à sucre). Les agriculteurs de la Sierra, à l'inverse, soumis à une saisonnalité plus forte de l'activité agricole liée à la dépendance des cultures au régime pluviométrique, et « spécialisés » dans des cultures moins intensives en main-d'œuvre, s'engagent moins dans des activités complémentaires agricoles. Le commerce et les industries manufacturières sont les deux autres secteurs privilégiés pour les activités complémentaires des agriculteurs de la Sierra, puis la construction qui est un secteur relativement plus important que dans les autres régions.

Le statut dans l'emploi occupé donne des indications intéressantes sur l'existence et le dynamisme du marché du travail en milieu rural. Une première conclusion qui s'impose, au vu des chiffres du tableau 9, est la prédominance du statut de travailleur salarié (56,6 %) lorsque les actifs des exploitations agricoles exercent une activité complémentaire. La part de l'auto emploi reste néanmoins importante puisqu'elle

TABLEAU 9
Distribution des statuts des activités complémentaires

	Côte				Sierra				Selva				Pérou			
	Hom.	Fem.	Enf.	Total	Hom.	Fem.	Enf.	Total	Hom.	Fem.	Enf.	Total	Hom.	Fem.	Enf.	
Auto-emploi	13,8	37,6	0,0	20,8	17,4	53,1	6,2	28,6	26,7	40,8	10,5	29,6	19,3	49,1	6,9	
Aide familial	9,9	25,0	16,0	14,8	11,8	15,8	57,2	15,3	9,1	23,8	54,2	15,5	10,9	18,3	53,8	
Salarié	76,3	37,4	84,0	64,4	70,8	31,1	36,6	56,0	64,3	35,5	35,3	54,9	69,8	32,6	39,2	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Fuente : CUANTO, ENNIV, 2000

représente 28,1 % de l'ensemble des statuts occupés lors des activités complémentaires. Le statut d'aide familial non rémunéré est le moins fréquent (15,3 %). Ces résultats suggèrent un relatif développement du marché du travail, et une dynamique plus importante que ne l'ont laissé supposer les études antérieures [Valdivia, Robles (1997)], qui, faute de distinguer clairement dans les activités principales et secondaires ce qui relève de l'exploitation des autres activités, sous-estiment l'importance du salariat (le statut d'un actif affecté aux travaux de l'exploitation, à titre principal ou secondaire, est par définition l'auto-emploi ou aide familial non rémunéré).

L'activité salariée est surtout le fait des hommes (69,8 %) tandis que les femmes ont une propension plus forte à exercer des activités complémentaires dans lesquelles elles sont auto-employées (49,1 %). Les enfants sont majoritairement aides familiaux (53,8 %). Ces différences de statut entre les individus peuvent être l'indice d'une divergence dans la capacité à participer au marché du travail. Les femmes, d'une manière générale, ont une propension moins forte à s'engager dans des activités salariées du fait de la gestion des tâches domestiques et familiales qui leur incombe en grande partie. L'artisanat, le commerce ou toute autre forme d'activité qui peut s'exercer au foyer est particulièrement adapté à la division traditionnelle du travail selon le genre.

La distribution des statuts des travailleurs varie peu selon les régions. On doit souligner toutefois que la proportion de salariés est relativement plus élevée sur la côte comparativement aux autres régions. Dans la mesure où l'agriculture y est l'activité complémentaire principale, le développement particulier de l'agriculture dans cette région, selon un mode de production capitaliste, est à l'origine d'une forte demande de travail salarié. En effet, la carence en main-d'œuvre des grandes exploitations commerciales côtières combinée à la carence en ressource des exploitations familiales a été favorable au développement du salariat agricole. En revanche, dans les conditions

de production andines, caractérisées par des exploitations de petite taille, la faible productivité de l'agriculture et des prix des produits agricoles, peu de produits nécessitent et permettent de rémunérer les journées de travail extérieures. En conséquence, le salariat agricole s'est relativement moins développé.

CONCLUSION

Bien que les modèles duaux aient joué un rôle phare dans l'analyse du développement économique, l'ensemble des éléments discutés dans cet article suggèrent que cette approche est inappropriée. En effet, ces modèles ont tendance à considérer l'agriculture et l'industrie comme deux secteurs concurrents pour l'appropriation des facteurs de production nécessairement limités. En réalité, ces deux secteurs apparaissent plutôt comme complémentaires dès lors que l'on tient compte de l'existence de l'ensemble des activités développées par les membres des unités productives agricoles. Les exploitations rurales s'ajustent non seulement à la saisonnalité des travaux agricoles mais aussi à la faiblesse des revenus tirés de l'agriculture à travers les changements d'activité de leurs actifs au cours du cycle agricole.

On l'aura compris, présenter un tableau complet et crédible de l'emploi en milieu rural péruvien est un exercice difficile, tant les sources statistiques sont partielles, les méthodologies d'enquête finalement assez peu appropriées à cette mesure, et les différentes enquêtes disponibles difficilement comparables. En conséquence, la connaissance que l'on a de la situation réelle de l'emploi en milieu rural est limitée du fait de l'appréhension imparfaite non seulement des variations de la mobilisation de la main-d'œuvre familiale pour les travaux agricoles mais aussi de la diversité des emplois occupés par les membres des exploitations au cours d'un cycle agricole.

La principale conséquence des lacunes dont souffrent les données est la sous-estimation indubitable des besoins en main-d'œuvre agricole et de l'importance des activités complémentaires, sans que l'on puisse évaluer précisément l'importance et le sens du biais qui résulte de l'omission de nombreuses activités. Les causes principales de ces omissions ont été évoquées, à savoir, par ordre d'importance, l'absence de recueil des activités productives des personnes de moins de 14 ans, la référence à la semaine précédent l'enquête, le peu de considération du calendrier agricole lors de la réalisation des enquêtes, et la confusion conceptuelle qui résulte de l'utilisation des notions d'occupation principale et secondaire.

Quatre conclusions principales émergent cependant de l'ensemble des résultats présentés : la part non négligeable qu'occupe l'agriculture dans l'ensemble des activités complémentaires, la concentration de ces activités dans deux ou trois secteurs, la relative stabilité de leur distribution selon les secteurs dans le temps et dans l'espace, une division du travail assez marquée entre les hommes et les femmes.

On peut tenter une explication de ces résultats en mobilisant trois arguments : premièrement, l'agriculture elle-même est une activité attractive, pourvoyeuse de nombreux emplois complémentaires suffisamment rémunérés, ce qui justifie que les individus ne recherchent pas d'emploi dans un autre secteur d'activité ; deuxièmement les opportunités d'emploi non-agricole sont rares dans les zones rurales, et l'éventail des emplois alternatifs susceptibles d'occuper les actifs agricoles lorsqu'ils ne travaillent pas aux champs est restreint, quelque soit la région considérée ; troisièmement, les membres des exploitations agricoles ont du mal à s'insérer sur le marché du travail non-agricole, soit du fait de la distance qui les sépare des emplois disponibles, soit du fait d'un manque de qualifications requises.

Trancher cette discussion nécessiterait une analyse plus poussée des données qui n'est pas dans l'objectif de cet article. On peut toutefois souligner que les éléments dont on dispose tendent à corroborer ces arguments. On observe bien une plus proportion légèrement plus élevée des activités de diversification dans le secteur agricole de la zone côtière où la productivité de l'agriculture et par conséquent les revenus agricoles sont plus élevés. L'importance des secteurs du commerce et des industries manufacturières, qui est essentiellement composé d'activités artisanales et de transformation des produits agricoles, est un indice du faible degré d'industrialisation rurale et du peu de diversité des emplois disponibles en milieu rural. Enfin les secteurs qui offrent des emplois aux actifs agricoles péruviens, sont traditionnellement des secteurs qui absorbent la main-d'œuvre non qualifiée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CUANTO [1994], *Encuesta Nacional sobre el Nivel de Vida*.
CABALLERO J.-M. [1981], *Economía Agraria de la Sierra Peruana*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, p. 426.
COTLEAR D. [1989], *Desarrollo campesino en los Andes*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, p. 325.
FIGUEROA A. [1980], *La economía campesina de la Sierra del Peru*, fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Peru, Lima, p. 146.

- GOLTE J. [1980], *La racionalidad de la organizacion andina*, IEP, Lima, p. 124.
- GONZALES DE OLARTE E. [1994], *En las fronteras del mercado*, IEP, Lima, p. 371
- GONZALES DE OLARTE E. *et alii* [1987], *La lenta modernizacion de la economia campesina*, IEP, Lima, p. 233.
- HARRIS J.-R., TODARO M.-P. [1970], « Migration, Unemployment and Development: a Two-Sector Analysis », *American Economic Review*, 60 (1), p. 126-142.
- INEI [2000], *Encuesta Nacional de Hogares, Condiciones de Vida y Pobreza*, IV^e trimestre.
- INEI [2000], *Encuesta Nacional de Hogares, Encuesta especializada de niveles de empleo*, III^e trimestre.
- INEI [2000], *Encuesta Nacional de Hogares, Educacion, salud, programas sociales, empleo e ingreso*, II^e trimestre.
- LEWIS W.A. [1954], « Economic Development with Unlimited Supply of Labor », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, 22 (2), p. 139-191.
- SEN A.K. [1964], « Size of Holdings and Productivity », *Economic and Political Weekly*, (115), p. 323-26.
- THIAM A., BRAVO-URETA B., RIVAS T. [2001], « Technical efficiency in developing country agriculture: a meta analysis », *Agricultural Economics*, (25), p. 235-243.
- VALDIVIA M., ROBLES M. [1997], Decisiones Laborales en las economias rurales del Peru, *Notas para el Debate*, n°14, p. 79-128.